Article 21 du Règlement

Président, que le journaliste a rétracté les faits en ce qui touche à la ville de Chicoutimi et la région du Saguenay et je dois également vous dire combien a été professionnelle l'attitude des journalistes dans ces circonstances et je dois féliciter également l'honnêteté de ce journal. J'ose croire, monsieur le Président, que d'autres journalistes prendront l'exemple du *Toronto Star*, et lorsqu'il y a erreur, rétabliront les faits tels qu'ils sont.

Cependant, je ne voudrais terminer sans vous dire, monsieur le Président, que je souhaiterais que la même équipe revienne encore dans la région du Saguenay et refasse un article sur la situation économique pour dire à la population canadienne quelles sont les caractéristiques offertes sur le plan industriel par la région du Saguenay pour les futurs investisseurs.

• (1410)

[Traduction]

LES PARTIS POLITIOUES

LES CANDIDATS DANS LA COURSE À LA DIRECTION DU PARTI

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, en ma qualité d'observateur fortuit et un tant soit peu désintéressé de la course à la direction du parti libéral, laquelle nous donnera un premier ministre provisoire, je m'estime en mesure de faire une évaluation objective d'une entreprise que la majorité des Canadiens jugent futile. Si l'on exclut les candidats qui ont perdu d'avance, par exemple le Boss Hogg de la politique canadienne et le «casseur de baignoire» de Hamilton, il ne reste à ces pauvres libéraux que deux candidats d'envergure.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) s'est porté candidat pour assurer le statu quo. Il a toutes les qualités de l'actuel premier ministre du Canada, avec évidemment l'intelligence en moins. Notre ami avocat et hommes d'affaires de Bay Street s'emploie quant à lui à dénoncer la moindre des mesures libérales, et notamment le financement par le déficit budgétaire qu'il a d'ailleurs lancé lui-même. Hier encore, il a déclaré que s'il avait rallié le parti libéral il y a une vingtaine d'années de cela c'est qu'il croyait qu'il était de son devoir de venir en aide aux Canadiens dans le besoin. Est-ce pour cette raison qu'il a consacré ces vingt années au poste de directeur de la société des chemins de fer du Canadien Pacifique?

Lors du déjeuner qui a été hier donné en son honneur . . .

M. le Président: Je suis navré d'interrompre le député, mais le délai qui lui a été imparti est écoulé.

Des voix: Qu'il continue!

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'AMÉRIQUE CENTRALE—CRITIQUE DE LA POSITION DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, hier soir, le président américain a fait une nouvelle déclaration scandaleuse à propos de l'Amérique centrale. Une fois de plus, il a demandé au Congrès une aide militaire colossale pour soutenir ce qu'il appelle «les

démocraties vulnérables d'Amérique centrale contre l'esclavage communiste». Le président des États-Unis croit-il réellement que les Américains et leurs alliés sont aveugles ou stupides au point de penser que les systèmes qu'il appuie en Amérique centrale—au Guatemala, au Salvador, au Honduras et précédemment au Nicaragua—sont de véritables démocraties qui respectent la justice et la liberté?

Pendant des générations, ces pauvres pays d'Amérique centrale ont été administrés par des oligarchies militaires cruelles qui les ont opprimés et exploités, et qui ont tué des milliers de leurs citoyens, pendant que les États-Unis les appuyaient benoîtement. S'il y a un gouvernement en Amérique centrale qui est une démocratie vulnérable, c'est le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua que, malheureusement, le gouvernement Reagan essaie de détruire en soutenant les anciens somozistes et autres réactionnaires.

Cette semaine, à la Chambre, le président du Mexique nous a bien dit que les problèmes d'Amérique centrale ne pouvaient pas être résolus par des moyens militaires ou par une intervention étrangère. Demandons à nos amis américains de refuser au président ses incroyables demandes et de . . .

M. le Président: Le temps du député est expiré.

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

ON DEMANDE DE RÉTABLIR LA LIBERTÉ DE CHOIX

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, l'ouest du Canada a été arpenté en milles carrés, nos routes sont mesurées en milles et nos terres agricoles, en acres et sections, et nos produits agricoles se vendent au gallon, à la livre et à la tonne. Lorsque cela était nécessaire, par exemple, dans le cas de la vente de blé à des pays utilisant le système métrique, pendant des années, la conversion a été effectuée au moment de la vente par la Commission canadienne du blé. Tout le monde était satisfait, mis à part le gouvernement libéral de tendance totalitaire qui a imposé de force l'application du système métrique. Les gouvernements provinciaux se sont laissé duper et ils l'ont accepté. Ainsi le calcul de la rémunération des agriculteurs a été fait en utilisant la tonne, et malgré l'énorme confusion que cela a entraînée, on a remplacé les acres par les hectares et les milles par les kilomètres.

Un agriculteur m'a dit se sentir comme un étranger chez lui, car le gouvernement avait tout à coup changé les mesures qu'il avait apprises à l'école et qu'il avait utilisée toute sa vie durant. Il ne savait plus ce qu'il vendait ou ce qu'il obtenait pour un boisseau.

Eh bien, un gouvernement provincial a maintenant repris ses esprits et il commence, au moins, à tenir compte de l'opinion publique. Cette année, le gouvernement de l'Alberta a ordonné que l'on parle d'acres et d'hectares dans toutes les publications et tous les documents imprimés par les ministères.

En 1871, sir John A. Macdonald a donné aux Canadiens la possibilité d'utiliser le système impérial ou le système métrique, au choix. Le gouvernement libéral va-t-il maintenant dissoudre la Commission du système métrique qui lui a permis d'offrir à de loyaux libéraux des sinécures coûtant aux Canadiens plus de 50 millions de dollars par an, et redonner aux Canadiens la liberté de choix que leur avait accordée sir John A. Macdonald?